

SONDAGE NATIONAL – ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2025

GUINÉE – RAPPORT PUBLIC

Enquête réalisée par : Fondation Perceptis
Méthode : Interviews téléphoniques
Période d'enquête : 4–13 novembre 2025
Échantillon : 1 100 personnes âgée de 18 ans et plus
Version : Novembre 2025

© Perceptis, 2025 – Reproduction soumise à autorisation.

I. Introduction

Entre le 4 et le 13 novembre 2025, la Fondation Perceptis a interrogé 1 100 Guinéens âgés de 18 ans et plus, par téléphone, dans les 8 régions administratives du pays. L'échantillon est construit pour refléter au mieux la structure réelle de la population (régions, sexe, âge, niveau d'instruction).

Cette enquête permet de mesurer de manière chiffrée :

- les préoccupations majeures des Guinéens (économie, services publics, gouvernance),
- leur perception de l'évolution de la situation du pays,
- leur niveau de confiance dans le processus électoral,
- les valeurs et critères qu'ils attendent du prochain président,
- les profils sociologiques qui structurent l'opinion.

Quelques chiffres-clés résument l'état d'esprit général :

- 74 % des répondants citent le coût de la vie parmi leurs trois problèmes principaux.
- 61 % mentionnent la corruption.
- 52 % citent le chômage / emploi.
- 40 % estiment que leur situation est "restée la même" par rapport à l'an dernier,
- 35 % qu'elle s'est détériorée,
- 25 % qu'elle s'est améliorée.
- 33 % déclarent avoir totalement confiance dans le processus électoral,
- 39 % une confiance partielle,
- 28 % aucune confiance.

Ces chiffres dessinent une société moins dans la colère que dans l'exigence, consciente de ses difficultés mais aussi des marges de progrès possibles.

II. Priorités nationales : entre survie économique et demande de justice

2.1. Le coût de la vie (74 %) : une inquiétude transversale

Lorsque l'on demande aux répondants de citer leurs trois principaux problèmes, 74 % mentionnent le coût de la vie (prix des denrées, transport, logement, scolarité).

- À Conakry, ce chiffre grimpe à 79 %, traduisant une forte pression sur les ménages urbains.
- Dans les régions, il reste très élevé : 73 % à Kindia, 76 % à Labé, 70 % à N'Zérékoré, 68 % à Kankan.

Ce n'est pas seulement une donnée économique : c'est un ressenti émotionnel. La cherté de la vie est décrite comme un étouffement, une difficulté à se projeter, une source permanente de stress. On a le sentiment que, même en travaillant, "l'argent ne tient pas".

2.2. La corruption (61 %) : un obstacle systémique

La corruption est citée par 61 % des répondants, ce qui en fait le deuxième problème national.

Elle est particulièrement mise en avant par :

- les diplômés du supérieur (68 %),
- les urbains (65 %),
- les 25–44 ans (62–64 %).

Même en zone rurale, où l'on pourrait penser que les priorités sont surtout matérielles, 57 % citent la corruption.

Dans les réponses qualitatives, elle est vécue comme :

- un frein à l'accès aux services (santé, éducation, justice),
- une atteinte à l'égalité des chances,
- un facteur de démotivation ("il faut connaître quelqu'un pour avancer").

La corruption apparaît comme le principal verrou ressenti dans l'amélioration du pays : tant qu'elle persiste, les efforts publics sont jugés fragiles ou réversibles.

2.3. Le chômage et l'emploi (52 %) : la pression des jeunes générations

Plus de la moitié des répondants (52 %) citent l'emploi parmi leurs trois priorités.

Chez les 18–34 ans, cette proportion monte à 64 %, soit 12 points de plus que la moyenne nationale.

À Conakry, 67 % des personnes interrogées citent l'emploi, ainsi que 61 % à Labé et 58 % à Kindia.

Pour les jeunes, la frustration vient souvent de la dissonance entre diplômes et débouchés :

- on se forme plus,
- on se professionnalise,
- mais l'accès à un travail stable reste difficile.

2.4. L'électricité (37 %) : un symbole de modernisation inachevée

L'électricité est citée par environ 37 % des répondants, avec de fortes variations régionales :

- Conakry : 33 % (la capitale est mieux servie mais l'irrégularité reste problématique).
- Kankan : 42 %.
- N'Zérékoré : 46 %.

Dans les régions, les coupures fréquentes sont perçues comme un frein à l'activité économique (commerces, services, artisanat) et à la qualité de vie. L'accès à une énergie fiable est devenu un marqueur de modernité et de respect des citoyens.

2.5. Santé (25 %) et routes (23–27 %) : la demande de services publics

Les problèmes de santé sont cités par 25 % des répondants, mais ce chiffre monte à 31 % dans les zones rurales, contre 19 % en zone urbaine.

Les routes et infrastructures sont mentionnées par environ 23–27 % :

- 27 % en zones rurales,
- seulement 14 % en milieu urbain, où les priorités sont davantage tournées vers le coût de la vie et l'emploi.

On voit clairement émerger un clivage territorial :

- les villes demandent avant tout du pouvoir d'achat, du travail et de la moralisation ;
- les campagnes réclament des services publics de base fiables : routes, santé, eau, électricité.

Analyse :

Les priorités des Guinéens sont massivement économiques et sociales. La demande n'est pas d'abord idéologique, elle est pragmatique : pouvoir vivre dignement, travailler, se soigner, circuler et accéder à des services sans passer par la corruption.

III. Perception de la situation nationale : stabilité relative, essoufflement ressenti



À la question « par rapport à il y a un an, votre situation en Guinée s'est-elle améliorée, détériorée ou est restée la même ? », les réponses se répartissent ainsi :

- 40 % : restée la même
- 35 % : détériorée
- 25 % : améliorée

3.1. “Restée la même” (40 %) : un pays qui avance trop lentement

Le fait que 40 % jugent leur situation inchangée est ambivalent :

- d'un côté, cela traduit une certaine stabilité,
- de l'autre, cela reflète une frustration : beaucoup avaient espéré plus d'améliorations visibles.

Cette perception est dominante dans plusieurs régions :

- Mamou : 47 %,
- Faranah : 45 %,
- Kankan : 42 %.

On a le sentiment d'un pays qui ne s'effondre pas, mais qui n'accélère pas suffisamment.

3.2. “Détériorée” (35 %) : le malaise urbain et de la classe moyenne

La proportion de personnes qui estiment que leur situation s'est détériorée atteint 35 % au niveau national, mais monte à :

- 41 % à Conakry,
- 39 % à Labé.

Ce sont surtout :

- les urbains,
- les jeunes actifs,
- les classes moyennes émergentes

qui expriment cette dégradation. Leur regard est plus sévère, car leurs attentes initiales sont plus élevées : ils comparent ce qu'ils vivent à leur niveau de formation, à ce qu'ils voient dans d'autres pays, et à ce qu'ils espèrent pour la Guinée.

3.3. “Améliorée” (25 %) : une minorité qui perçoit des progrès

25 % disent que leur situation s'est améliorée.

On retrouve ce ressenti plus souvent :

- en N'Zérékoré (30 %),
- en Faranah (29 %).

Cela peut refléter des effets locaux de projets ou d'investissements, ou simplement une perception plus indulgente dans certains territoires.

Analyse :

La Guinée n'est pas perçue comme étant en crise systémique, mais beaucoup ressentent une forme d'essoufflement. La demande sociale ne porte pas sur une rupture brutale, mais sur un changement visible, continu et concret.

IV. Confiance dans le processus électoral : une adhésion sous condition



À la question « faites-vous confiance au processus électoral ? », les réponses sont :

- 33 % : oui, totalement
- 39 % : oui, partiellement
- 28 % : non, pas du tout

4.1. Une confiance fragmentée

Un tiers de la population (33 %) exprime une confiance pleine, un autre tiers (39 %) une confiance mitigée, et près d'un tiers (28 %) une absence de confiance.

Cela dessine un pays ni confiants, ni complètement défiant, mais vigilant.

4.2. Des écarts générationnels et territoriaux

- Les régions manifestent une confiance plus élevée : la confiance totale dépasse 35 % dans certaines préfectures rurales.
- À Conakry, en revanche, la confiance totale est plus basse, et la confiance partielle ou la défiance plus fortes.
- Chez les 18–34 ans, la part de “non confiance du tout” monte à environ 36 %, contre 22–24 % chez les 45 ans et plus.

Les jeunes, plus informés et plus exposés aux critiques sur les réseaux sociaux, sont aussi plus sceptiques.

4.3. Une demande implicite de transparence

Ces résultats ne signifient pas que le pays a renoncé à l'idée d'élections crédibles. Ils indiquent plutôt un besoin de garanties :

- plus d'information publique,
- des procédures claires,
- une communication institutionnelle régulière,
- une gestion visible des opérations électorales.

Analyse :

La confiance existe, mais elle est conditionnelle. Le comportement des institutions dans les semaines précédant et suivant le scrutin sera déterminant pour consolider ou fissurer cette confiance.

V. Ce que les Guinéens attendent d'un président : intégrité, compétence, résultats

À la question « quel est le critère le plus important pour choisir un président ? », les réponses se répartissent ainsi :

- 45 % : l'intégrité / l'honnêteté
- 19 % : la compétence / capacité à gérer le pays
- 17 % : la capacité à améliorer l'économie
- 7 % : l'expérience politique
- 5 % : l'autorité / la fermeté
- moins de 4 % : la région ou l'appartenance communautaire

5.1. L'intégrité (45 %) : premier critère, de loin

45 % des répondants choisissent l'intégrité comme critère numéro un. Ce chiffre monte à :

- 49 % chez les 18–34 ans,
- 52 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur,
- 43 % chez les femmes (signe d'une attente forte en matière de justice et de respect).

On assiste clairement à une priorisation de la morale publique : la perception est que, sans intégrité, les autres qualités (compétence, programme, discours) ne suffisent pas.

5.2. La compétence (19 %) et les résultats économiques (17 %) : l'exigence d'efficacité

Au total, si l'on additionne :

- 19 % pour la compétence,
- 17 % pour la capacité à améliorer l'économie,

on obtient 36 % de l'électorat qui place au sommet de ses priorités le résultat concret.

Ce poids est particulièrement élevé :

- dans les grandes villes (Conakry, Kindia, Labé),
- chez les actifs,
- et dans les classes moyennes.

On peut parler d'un électorat qui ne veut plus seulement être rassuré, mais convaincu par des actes.

5.3. L'expérience politique (7 %) : recul des réflexes traditionnels

Seuls 7 % des répondants citent l'expérience politique comme critère principal.

Ce chiffre, très faible, confirme une désacralisation de la carrière politique :

- ce qui compte, ce n'est plus de "venir de la politique",
- mais d'être compétent, propre et efficace.



Analyse :

Le futur président, quel qu'il soit, devra répondre à un triple contrat :

- un contrat moral (intégrité),
- un contrat de compétence,
- un contrat de performance économique.

VI. Profils sociologiques : cinq blocs qui structurent l'opinion

En croisant les réponses, l'enquête permet de dégager cinq types de profils. Les pourcentages sont indicatifs, mais homogènes :

1. Les pragmatiques pro-stabilité : ~34 %
2. Le bloc réformateur : ~21 %
3. Le bloc intègre : ~12 %
4. Les utilitaristes locaux : ~8–10 %
5. Les désengagés-sceptiques : ~15 %

6.1. Les pragmatiques pro-stabilité (~34 %)

Ce bloc est majoritairement composé de :

- ruraux,
- personnes de plus de 45 ans,
- niveaux d'instruction primaire ou sans instruction.

Ils privilégient :

- la continuité,
- la sécurité,
- la prévisibilité.

Pour eux, le risque principal est l'instabilité. Ils demandent des améliorations, mais sans “casser” l'ordre existant.

6.2. Le bloc réformateur (~21 %)

Très présent :

- en milieu urbain (jusqu'à 27 %),
- chez les diplômés (environ 33 %),
- chez les 25–44 ans.

C'est le groupe qui demande le plus :

- des réformes de gouvernance,
- des institutions modernes,
- une lutte réelle contre la corruption,
- une efficacité de l'État.

Ils ont une vision très fonctionnelle de la politique : elle doit “faire le job”.

6.3. Le bloc intègre (~12 %)

Ce bloc, minoritaire mais très vocal, se retrouve surtout chez :

- les 18–34 ans (jusqu’à 19 %),
- les étudiants (environ 27 %).

Motivations :

- cohérence morale,
- vérité,
- justice sociale,
- refus des compromis perçus comme immoraux.

Ils sont souvent très présents sur les réseaux sociaux, dans les mouvements associatifs et les débats publics.

6.4. Les utilitaristes locaux (~8–10 %)

On les retrouve davantage dans :

- les régions rurales ou semi-urbaines,
- des zones où la politique est fortement médiée par les réseaux locaux (autorités religieuses, notables, leaders communautaires).

Ils votent selon :

- qui apporte quoi à la localité,
- quels liens existent avec leur communauté,
- quels bénéfices concrets sont attendus.

6.5. Les désengagés-sceptiques (~15 %)

Ce groupe, important, se caractérise par :

- une forte hésitation,
- une distance vis-à-vis de tous les acteurs,
- une tentation de l’abstention.

Il est plus présent :

- à Conakry (environ 18 %),
- chez les jeunes (jusqu’à 22 %).

Analyse :

La société guinéenne ne se découpe plus en blocs figés autour d’un simple clivage politique, mais en profils de motivation : recherche de stabilité, désir de réforme, quête d’intégrité, intérêt local, retrait sceptique.

VII. Dynamiques territoriales : une mosaïque d'attentes

7.1. Conakry : capitale de l'exigence

À Conakry, les chiffres sont très parlants :

- 79 % citent le coût de la vie,
- 72 % la corruption,
- 67 % l'emploi.

Conakry concentre :

- la pression économique,
- la demande de gouvernance propre,
- la frustration d'une jeunesse très connectée.

C'est la région la plus "politique" au sens analytique : elle produit le plus de critique, d'analyse, de discours.

7.2. Kindia, Kankan, N'Zérékoré : stabilité et services essentiels

Dans ces régions :

- le coût de la vie et l'emploi restent largement cités,
- mais les besoins en infrastructures (routes, électricité) montent fortement :
 - jusqu'à 42–46 % de citations pour l'électricité à Kankan et N'Zérékoré.

Ces territoires veulent à la fois la stabilité et un investissement accru dans les services publics.

7.3. Fouta (Labé, Mamou) : gouvernance et équité

Dans Labé et Mamou, la corruption est citée à des niveaux très élevés : 66–70 %.

La demande principale y est :

- une gouvernance plus juste,
- une application équitable des règles,
- une amélioration de la relation entre l'État et les citoyens.

7.4. Boké : la question des retombées locales

À Boké, région minière, les priorités sont :

- routes : ~29 %,
- emploi : ~49 %,
- coût de la vie : ~70 %.

La région exprime une attente forte de retombées plus visibles des activités économiques sur la vie quotidienne.



Analyse :

La carte guinéenne est faite de nuances, mais partout reviennent les mêmes thèmes : stabilité + moralisation de la gouvernance + amélioration tangible des conditions de vie.

VIII. Le profil idéal du prochain président : un consensus chiffré



En combinant toutes les réponses, le “profil idéal” du président, dans l’esprit des Guinéens, se dessine ainsi :

- Intègre : critère numéro un pour 45 % des répondants.
- Compétent : prioritaire pour 19 %.
- Capable d’améliorer rapidement l’économie : 17 %.
- Proche du peuple : environ 7 %.
- Fermeté et autorité : 5 %.
- Région / appartenance : moins de 4 %.

Autrement dit, les Guinéens souhaiteraient un président qui cumule :

1. Un capital moral élevé (honnêteté, probité, cohérence),
2. Une capacité technique et managériale (organiser l’action publique),
3. Une orientation très concrète vers les résultats (prix, emploi, électricité, services).

Les logiques de clan, de région ou de simple appartenance ne sont plus centrales : elles reculent derrière un triptyque intégrité – compétence – résultats.

IX. Conclusion : vers un leadership transformateur, jugé aux actes

En rapprochant tous les chiffres et toutes les analyses, trois grandes conclusions se dégagent :

1. La société guinéenne est lucide et informée.
 - Elle identifie clairement ses priorités (coût de la vie, corruption, emploi).
 - Elle attend des gouvernants qu'ils répondent à ces priorités, pas à des débats périphériques.
2. La culture politique est en mutation.
 - L'intégrité est devenue la première exigence (45 %).
 - L'expérience politique traditionnelle ne séduit plus (7 % seulement).
 - L'appartenance communautaire est marginale dans le choix présidentiel (moins de 4 %).
3. La future présidence sera jugée sur un contrat triplement chiffré :
 - La capacité à faire reculer la corruption (61 % de citations),
 - La capacité à desserrer la pression du coût de la vie (74 %),
 - La capacité à créer des opportunités d'emploi, surtout pour les jeunes (52 %, et 64 % chez les 18–34 ans).

La Guinée qui se prépare à voter n'est pas une Guinée passive : c'est une Guinée pragmatique, exigeante, et de plus en plus attentive aux résultats concrets.

Ce sondage Perceptis offre un cadre chiffré et argumenté pour comprendre cette nouvelle réalité : celle d'un pays qui ne demande pas seulement à être gouverné, mais à être convaincu par les actes et par l'exemplarité.